

- **Plus de huit Français sur dix (83%) estiment qu'il faudrait donner plus de pouvoir aux citoyens pour améliorer le fonctionnement de la démocratie.** Une majorité (56%) pense qu'il faudrait donner plus de pouvoir aux experts et un peu plus d'un tiers (38%) aux organisations syndicales de salariés. En revanche, 83% ne pensent pas que pour améliorer le fonctionnement de la démocratie, il faudrait donner plus de pouvoir aux syndicats patronaux d'une part, et aux responsables politiques d'autre part.
- **Enfin, d'une manière générale, les Français se déclarent disposés à participer davantage aux processus d'élaboration de politiques publiques.** Plus particulièrement, au moins huit Français sur dix indiquent qu'ils souhaiteraient participer davantage en contrôlant la mise en œuvre des politiques et en jugeant de leur efficacité, en choisissant entre différentes propositions issues de concertations ou encore, en expérimentant de nouveaux modes de participation démocratique comme le vote électronique ou le budget participatif. Dans une moindre mesure (75%), ils souhaiteraient également participer davantage en répondant à des consultations, forums et autres formes de concertation publique (dans le monde « réel » ou sur internet). Enfin, proposer des idées en vue de l'élaboration de ces politiques publiques est le mode de participation le moins envisagé par les Français (69%). Si les Français font donc montre d'une forte envie de davantage prendre part aux politiques publiques, c'est donc davantage au moment du choix ou de l'évaluation, plutôt qu'au moment de leur conception.

Dans le détail :

56% des Français estiment que la liberté est bien appliquée en France quand environ les trois-quarts d'entre eux considèrent que la fraternité et l'égalité sont assez mal ou très mal appliquées dans le pays

Parmi les valeurs de la devise de la République Française, **seule la liberté est perçue comme bien appliquée aujourd'hui par une majorité de Français** (56%, dont 12% très bien appliquée, contre 43% mal appliquée). **75% des Français déplorent la mauvaise application de la fraternité et 80% font le même constat pour l'égalité.** 27% vont même jusqu'à considérer que la fraternité est très mal appliquée, et 36% en ce qui concerne l'égalité. Les trois valeurs de la devise affichée aux frontons de toutes les mairies semblent donc aux yeux des Français, à des niveaux différents, être mises à mal dans la société française actuelle.

Il existe un fort clivage qui tient ses ressorts de l'appartenance politique des Français, notamment en ce qui concerne la question de la liberté en France. D'une manière générale, les sympathisants du Front National sont les plus critiques sur l'application des valeurs de la devise Républicaine : 68% estiment que la liberté n'est pas bien appliquée dans la société actuelle et leur jugement est encore plus marqué (86%) à l'encontre de l'égalité. A contrario, les sympathisants d'Extrême Gauche ou de Gauche estiment, davantage que la moyenne, que la liberté est une valeur bien appliquée en France (68%, la moyenne étant de 56%).

Outre la lecture politique, on observe également des différences sociales et générationnelles. Les plus jeunes considèrent davantage que la moyenne que l'égalité est une valeur bien appliquée aujourd'hui en France (28%), tandis que 83% des 50 ans et plus jugent cette valeur mal appliquée. Les 18-24 ans considèrent également, davantage que la moyenne, que la liberté est bien appliquée aujourd'hui en France (65% contre 56% pour la moyenne). Notons que les personnes bénéficiant du statut de cadre ou de profession libérale ainsi que ceux ayant obtenu un diplôme supérieur à Bac+2 sont un peu plus convaincus de la bonne application de l'égalité en France, bien que dans des proportions toujours minoritaires (respectivement 26% et 23% contre 19% en moyenne), alors que les membres des catégories populaires, surtout les ouvriers, et les moins diplômés regrettent un déficit de liberté et d'égalité.

Des avis partagés quant à l'état de la démocratie actuelle en France

« **La démocratie fonctionne de façon satisfaisante en France** » : **51% des Français sont d'accords avec cette affirmation**, dont 5% tout à fait d'accord pour 47% pas d'accord (plus d'un sur dix n'étant même pas du tout d'accord avec cette affirmation). Là encore, réside un clivage en fonction de l'appartenance politique des Français. Les sympathisants du Front National sont 75% à considérer que la démocratie fonctionne mal aujourd'hui en France quant à l'inverse 71% des sympathisants de Gauche estiment qu'elle fonctionne bien (78% sympathisants du Parti Socialiste) tout comme 66% des sympathisants de l'UDI. Les sympathisants de l'UMP sont très divisés sur cette question, 51% approuvant cette assertion pour 49% la réfutant.

Les plus jeunes (moins de 25 ans) et les plus âgés (plus de 65 ans) s'entendent pour dire que la démocratie fonctionne de façon satisfaisante (59%), tandis que la majorité des 34-49 ans estime le contraire (55%). De la même manière, 52% des Français peu ou pas diplômés ont un avis négatif sur la question quand les Français diplômés d'un bac +2 ou plus répondent positivement (57%).

Pour améliorer le fonctionnement de la démocratie, plus de huit Français sur dix estiment qu'il faudrait donner plus de pouvoir aux citoyens

83% des Français estiment qu'il faudrait donner plus de pouvoir aux citoyens pour améliorer le fonctionnement de la démocratie, dont 27% se déclarent être tout à fait d'accord avec cette idée et 56% plutôt d'accord. Ensuite, et dans des proportions plus restreintes, c'est aux mains **des experts** que les Français placeraient plus de pouvoir (56%) puis **organisations syndicales de salariés** (38%). Les Français témoignent d'une grande réticence à l'idée de donner plus de puissance aux syndicats patronaux et aux responsables politiques (83% ne sont pas d'accord avec ces propositions pour améliorer le fonctionnement démocratique).

« **Pour améliorer le fonctionnement de la démocratie il faudrait donner plus de pouvoir aux citoyens** » : ce sont les catégories de Français les plus « fragiles » et les plus sceptiques sur l'application actuelle des valeurs républicaines qui déclarent davantage que la moyenne être en accord avec cette affirmation : les individus ayant un niveau de diplôme inférieur au Bac (89%), les inactifs (86%) ou encore, les plus âgés (87%) (la moyenne étant de 83%). Mais également les Français avec un niveau de revenu mensuel se situant entre 2000€ et 3000€ (89%) ou encore, les sympathisants du Front National (90%) voire les personnes sans préférence partisane

(88%). A l'inverse, les catégories les plus « favorisées » apparaissent légèrement moins en accord avec cette proposition, quoi que dans des proportions toujours très largement majoritaires: niveau de diplôme supérieur à Bac + 2 (79%), revenus se situant entre 4000€ et moins de 6000€ par mois (77%) ou encore les CSP+ (80%). Cette idée fait donc assez largement consensus dans toutes les catégories de population.

Les Français ayant un niveau de d'étude égal au Baccalauréat (62%) et les sympathisants de Droite (62% contre 52% à Gauche), se déclarent, davantage que la moyenne (56%) en accord avec l'idée de **donner plus de pouvoir aux experts** pour améliorer le fonctionnement de la démocratie.

Les plus nombreux à défendre l'idée d'un plus grand pouvoir confié aux organisations syndicales de salariés sont les sympathisants du Front de Gauche (73%) et du Parti Socialiste (52%). Les femmes et les CSP- apparaissent également plus en accord avec cette idée (respectivement 42% et 49% contre 38% pour la moyenne). A l'inverse, les sympathisants de Droite (81% pas d'accord), les hommes (66%) et les CSP+ (67%) ne le sont pas.

L'idée de donner une plus grande puissance aux syndicats patronaux pour améliorer la démocratie ne convainc pas les Français dans leur ensemble. Il demeure que les sympathisants de l'UMP la défendent un peu plus que la moyenne (27% contre 17% en moyenne). De la même manière, les plus jeunes expriment un avis un peu différent de celui de leurs aînés : 24% des jeunes de 25 à 34 ans estiment que cela serait une bonne manière d'améliorer le fonctionnement de la démocratie (86% des 50 ans et plus sont en désaccord avec cette suggestion).

Enfin, 21% des sympathisants de Gauche déclarent que donner plus de pouvoirs aux responsables politiques serait une bonne manière d'améliorer le fonctionnement de la démocratie. C'est plus que la moyenne des répondants (16%) mais cela demeure très faible. Les Français avec un revenu de 3000€ à moins de 4000€ par mois (89%), sans préférence partisane (87%), les titulaires d'un baccalauréat (87%), ou encore les habitants des régions du Nord-Est (88%) sont plus nombreux que la moyenne à ne pas voir là une proposition qui pourrait améliorer le fonctionnement de la démocratie française.

Harris Interactive est un institut de référence sur le marché des études (6^{ème} rang mondial des sociétés d'étude ad hoc). La structure française, fondée en 1995 par Nathalie PERRIO-COMBEAUX et Patrick VAN BLOEME sous le nom de Novatris, a rejoint le groupe en mars 2004.

Harris Interactive propose des méthodes d'études innovantes ainsi que des analyses et un conseil stratégique qui aident les clients à prendre des décisions réfléchies et efficaces. Le groupe doit sa réputation aux sondages d'opinion « Harris Poll » et à son rôle précurseur dans les méthodes d'études en ligne. La société a mis en place ce qui, selon elle, constitue le panel le plus important au monde : le Harris Poll Online. Harris Interactive est au service de sa clientèle dans le monde entier grâce à ses bureaux en Amérique du Nord et en Europe. Pour plus de renseignements sur Harris Interactive, veuillez consulter www.harrisinteractive.fr

Contact Harris Interactive en France:

Laurence Lavernhe – 39 rue Crozatier – 75012 Paris - Tel: 01 44 87 60 94 – 01 44 87 60 30 - llavernhe@harrisinteractive.fr

Jean-Daniel Lévy – Directeur du Département Politique & Opinion - 01 44 87 60 30 – jdlevy@harrisinteractive.fr